

LES ATELIERS DE LECTURE DE PRS

***LE PROGRAMME DU
FRONT NATIONAL
ET DE JEAN-MARIE LE PEN***

Dans **é**lecteur il y a **l**ecteur

Pas une voix pour la droite **ni** l'extrême droite!

Lisez et vous voterez à gauche!

Les ateliers de lecture sont nés pendant la campagne du referendum sur la constitution européenne. Giscard, qui présidait la Convention chargée de l'écrire, venait de dissuader les citoyens de lire ce texte « trop compliqué pour eux ». Il est vrai que la longueur et l'opacité du projet de Constitution avaient de quoi décourager. Mais nombre de nos concitoyens ont refusé de le suivre. Certains se sont même regroupés pour lire et comprendre le texte à plusieurs. Les ateliers de lecture étaient nés. Cette implication populaire et civique allait obliger le débat à se mener le texte à la main et conduire au rejet du projet libéral de Constitution.

Les militants de PRS continuent aujourd'hui ce travail de réappropriation citoyenne en organisant des ateliers de lecture sur les textes de loi votés en notre nom ou sur les programmes soumis aux électeurs. Il s'agit de sélectionner les passages les plus importants du texte, de les comprendre et d'en débattre afin de se forger une opinion personnelle et argumentée.

La conviction de PRS, association d'éducation populaire, est qu'il n'y a pas de République sans républicains, c'est-à-dire sans citoyens motivés qui s'impliquent pour défendre l'intérêt général. C'est tout le contraire de la «staracadémisation» infantilissante de la politique à laquelle nous assistons. Dans le cadre des élections de 2007, nous espérons contribuer à reconquérir la dignité des citoyens, afin qu'ils puissent choisir leur président en fonction du programme qu'il propose et non pas de l'image que les médias dominants donnent de lui.

Chacun s'en souvient : lors des élections présidentielles de 2002, Jean-Marie Le Pen, candidat du Front National a obtenu 4 804 713 voix au premier tour et 17,79 % des suffrages, soit 5 525 926 voix, au second tour face à Jacques Chirac. Depuis près de 20 ans, lors de chaque élection présidentielle, le FN progresse en voix et en pourcentage (1988: 4 376 742 voix soit 14,37%; 1995: 4 571 138 voix soit 15%).

Ces chiffres attestent une chose : les idées de l'extrême droite progressent dans notre pays. Et Marine Le Pen ne s'y trompe pas quand elle déclare aux militants du FN à la convention présidentielle du FN à Lille « N'ayez pas honte! » (25/02/07), car c'est bien là que réside l'une des causes de la progression des idées du FN : la banalisation des idées véhiculées par l'extrême droite.

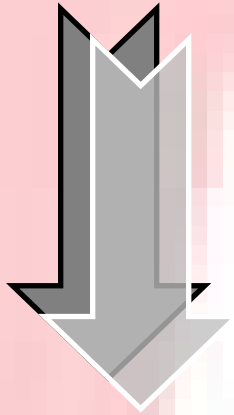
Nicolas Sarkozy se fait porte-parole du FN quand il clame dans ses meetings le slogan frontiste "La France, aimez là, ou quittez là! ». Quand l'UMP accepte que d'anciens cadres du FN, deviennent des élus UMP, comme Jean Peyrat, Maire de Nice UMP ex FN, l'UMP participe à cette banalisation. Il est faux de dire comme Nicolas Sarkozy que "Lorsqu'il s'agit de l'élection présidentielle, il s'agit de la France. Et lorsqu'il s'agit de la France, il n'y a plus de camp, plus de parti". Quand les barrières idéologiques commencent à craquer entre la droite et l'extrême droite, tout devient possible car en vérité la droite banalise, diffuse et légitime les idées de l'extrême droite.

L'heure est grave. Même si l'élection présidentielle de 2007 ne peut être comparée aux précédentes, le danger d'un nouveau 21 avril ne peut être exclu. C'est à cet immense travail d'éducation populaire que les militants de PRS prennent part. C'est la raison qui nous rassemble ce soir. Cet atelier de lecture a pour ambition de nous faire débattre et réfléchir sur les 25 chapitres et 70 pages du programme du FN adopté à Lille lors de sa Convention présidentielle le 25 février 2007.

Pour notre part, notre conviction est faite. Pour que pas une voix, ne soit donnée au FN, **Lisez et vous vous mobiliserez** contre le danger que représente l'extrême droite. Nous ne pouvons pas nous taire devant le voisin qui pense que c'est un étranger qui lui a "pris son emploi" ou devant le collègue qui trouve que « Le Pen a raison ». Cela dépend de nous, militants, citoyens, électeurs.

1. Le FN est un parti capitaliste ultra-libéral - C'est dans le

texte:



p.38 : *Libérer le travail et l'entreprise de l'étatisme, du fiscalisme et du réglementarisme.*

- *desserrement de l'étau fiscal qui pèse sur le travail et l'entreprise, en diminuant l'impôt sur le revenu du travail et l'impôt sur le bénéfice des sociétés.*
- *renégociation de la durée hebdomadaire du temps de travail par branches d'activité. Permettre de « gagner plus à ceux qui travaillent plus »*
- *Simplification du Code du Travail*
- *Encouragement à la multiactivité par l'assouplissement ou la suppression des règles de cumul activité salariée/activité non salariée, ou retraite/emploi et même dans certains cas de prestations sociales/emploi.*
- *Suppression de 50% des subventions d'État aux entreprises.*

p.42 : *Baisser la pression fiscale par une réforme d'envergure sur 5 ans: Impôt sur le revenu : 4 tranches, 0, 10, 15, et 20%; Impôt sur les sociétés tranches de 10, 15 et 20% pour les PME, taux actuel pour les autres entreprises; Droits de succession en ligne directe : 4 tranches : 0, 10, 15 et 20%; ISF: exonération de la résidence principale.*



1. Un État régalien pour une concurrence pure et parfaite

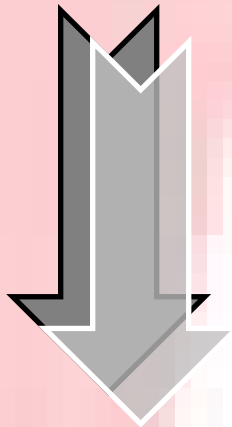
Le FN dénonce un « endettement abyssal » (p.42) de l'État mais ne propose que des « solutions » qui aggraveraient la situation. En effet, le FN propose des baisses d'impôt notamment, en plafonnant l'impôt sur le revenu à 20% pour les plus hauts revenus. Le FN chiffre lui-même le coût de cette mesure à 25 milliards d'Euros. Ce sont 25 milliards d'Euros pris sur l'impôt sensé être le plus égalitaire, puisque plus revenus sont hauts, plus ils sont taxés. Il en va de même de l'impôt sur les sociétés (plafonné à 20%, soient 2 milliards d'Euros de pertes selon le FN), ou la réduction de la base de calcul de l'ISF.

Le FN revendique lui aussi la « liberté » de travailler plus pour gagner plus, soit la remise en question des 35 heures. Le temps de travail serait négocié par branche, soit par voie contractuelle. Or la loi a justement pour objectif de ne pas laisser les salariés et les syndicats en position de faiblesse face au capital lors des négociations salariales notamment. C'est la raison même de l'existence du Code du Travail, que le FN souhaite « simplifier », c'est-à-dire rendre moins protecteur des salariés.

En fait, le programme économique du FN est simple : réduire fortement, ce que les économistes libéraux appellent « freins » à l'activité économique : le droit du travail, l'impôt citoyen sur le revenu, etc. **Le programme économique du FN est tendre avec les riches, dur avec les pauvres.** Il casse tout ce que plus de deux siècles de luttes ont permis d'acquérir pour protéger les pauvres et faibles. Il annule les mécanismes de redistribution des richesses et brise les bases du "Pacte social républicain". **L'économie selon le FN, c'est la loi du plus fort, la loi de la jungle!**

2. L'École pour tous... ceux qui peuvent payer!

- C'est dans le texte :



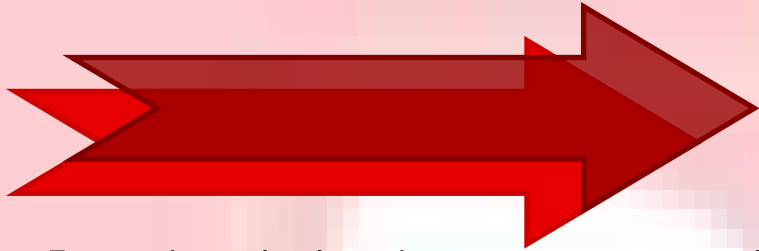
p.15 : *La famille [...] est le lieu privilégié de l'éducation des enfants*

p.21 : *[L']école [est] démantelée et massifiée [par] le criminel objectif des 80% d'une classe d'âge au bac.*

p.22 : *Il faut [...] que le système scolaire retrouve les mérites de la sélection. [...] Il faut également établir des exigences de passage et réévaluer la valeur des examens.*

p.22 : *L'autorité doit être affirmée dans les établissements scolaires au besoin en suspendant à la famille de tout élève perturbateur, les [...] allocations sociales et familiales.*

p.23 : *[l'État] permettra par la mise en place du chèque scolaire, le libre choix de l'école à tous les parents. La carte scolaire sera progressivement supprimée [...] Le chèque scolaire n'entraîne aucune dépense supplémentaire pour l'État dans l'enseignement public : les parents deviennent seulement le passage obligé pour le financement des établissements. [...] ce dispositif - indépendamment du rétablissement de l'égalité d'accès entre Public et Privé sous contrat- doit avant tout permettre aux parents du Public de choisir, pour leurs enfants, l'établissement qu'ils jugeront le meilleur. Les écoles primaires, collèges et lycées ainsi soumis à une certaine émulation, amélioreront naturellement leur niveau scolaire.*



2. L'école du FN, sanctuaire de toutes les injustices!

En matière d'éducation, tout repose sur le chèque scolaire: les parents (français uniquement) perçoivent un chèque de l'État qu'ils remettent à l'école de leur choix. Par ce mécanisme, les parents financent l'école qui leur semble la meilleure. Donc les établissements sont en concurrence pour attirer ces chèques. Ce mécanisme met un terme à l'égalité entre établissements que la carte scolaire impose. Il n'y a pas de « libre choix » de l'établissement par les parents quand l'égalité d'accès aux savoirs est conditionné par le nombre de places disponibles. La « sélection » tant regrettée par le FN se fait dès l'inscription dans un établissement, après examen du bulletin scolaire, du nom de la famille de l'enfant, voire de la profession des parents.

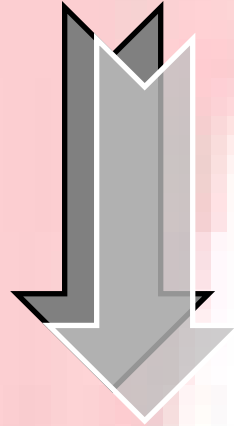
Le « criminel objectif de 80% d'une classe d'âge au bac » de la gauche a permis de doubler le nombre de bacheliers entre 1985 (35%) et 1995 (69%) alors que le précédent doublement avait nécessité quatre-vingt ans. Le nombre d'élèves sortant du système sans qualification a diminué de 35 % depuis 1989. De 10% de bacheliers on est passé à 40%, et dans l'enseignement supérieur plus de 50% des diplômés sont des femmes!

Le « rétablissement de l'égalité d'accès entre Public et Privé sous contrat », ne nécessiterait aucune loi puisque le chèque scolaire permet que le financement de tout le système scolaire repose sur le financement du chèque scolaire que les parents remettent à l'école qu'ils choisissent. « L'émulation » entre les établissements ne ferait pas « naturellement augmenter le niveau scolaire » : en fonction du nombre d'élèves inscrits dans un établissement, donc en fonction de leur budget, certaines écoles auraient un meilleur niveau que d'autres, moins chères. Finalement, la « réévaluation du niveau des examens » se fait dans ce système tout marchand « naturellement » puisque les diplômes auraient pour seule valeur le (re)nom de l'établissement! Le seul moyen d'avoir des diplômes de valeur, c'est que l'État, donc l'Éducation nationale, en garantisse la valeur.

La formation initiale et professionnelle proposée par le FN, est la suite logique de ce qui est proposé pour l'école: la consécration des inégalités. Pour le FN, il ne s'agit pas d'instruire des personnes, mais de « valoriser leurs compétences » acquises « librement », donc en fonction de la classe sociale à laquelle on appartient dès la naissance!

L'école, gratuite, laïque et obligatoire est tout ce que déteste le FN : l'égalité homme/femme, la connaissance pour tous, la fraternité, la mixité sociale, la laïcité et le refus de tous les obscurantismes. L'école est l'un des joyaux de la République qu'il faut certes améliorer encore et toujours, mais dont il faut aussi prendre la mesure de l'œuvre qu'elle a accompli.

3. Retraite, famille, santé: tout est remis en question - C'est dans le texte:



p.17 : *Il faut [...] en finir avec les inégalités et les injustices, en proposant aux français:*

- *Une harmonisation des régimes de retraite (entamée partiellement en 2003) [...]*
- *Le retour à 65 ans de l'âge légal de la retraite [...] et la liberté donnée aux Français de travailler au-delà s'ils le désirent [...]*
- *Le développement des régimes de retraite complémentaire par capitalisation ouverts à tous et dont les versements [...] seront déductibles des revenus imposables [...]*
- *L'incitation à prendre leur retraite dans leur pays d'origine pour les travailleurs étrangers*

p.15: *L'ensemble des prestations à la charge des CAF (Caisses d'Allocations Familiales) sera établi dorénavant sur des critères nationaux et familiaux et non plus presque exclusivement sur des critères sociaux. Les allocations familiales [seront] réservées aux familles françaises.*

p.14 : *[Le] caractère libéral de l'exercice médical, [...] ne doit pas disparaître au profit d'une subordination excessive aux gestionnaires de caisses. Seul l'intérêt des patients doit déterminer l'exercice médical : il faudra refondre le système conventionnel et la nomenclature, outil de fonctionnarisation, en libérant les praticiens de santé de tout lien direct avec les assureurs des patients.*



3. Le Manifeste des Inégaux

Lorsque Le Pen évoque en préface de son programme la « crise économique et sociale » qui « se traduit par un triple appauvrissement », il laisse à croire qu'il va proposer des mesures de lutte contre l'appauvrissement. Voilà ce qu'il propose.

En matière de retraites, le FN propose d'aller plus loin que le gouvernement Raffarin n'est allé en 2003 et d'allonger l'âge de départ en retraite à 65 ans. Des millions de personnes se sont opposées en 2003 à une loi qui ne leur permet plus de vivre de leur retraite. Pourtant, pour le FN, ce n'est qu'une « réformette ». Il présente encore, comme une « liberté » pour ceux qui « désirent » travailler après 65 ans, ce qui dans les faits, est une souffrance pour des personnes qui ne sont plus en mesure de travailler. La retraite par capitalisation est également proposée par le FN, bien que l'on en connaisse les conséquences notamment depuis l'affaire Enron qui a ruiné des milliers de retraités aux États-Unis.

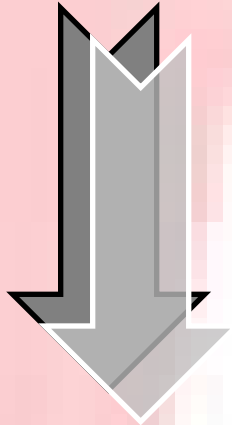
Les prestations familiales sont vidées de tout caractère social. Elles deviennent des politiques de soutien à la natalité, et de surcroît un outil de mise en œuvre de la préférence nationale. Les riches peuvent se permettre d'avoir des enfants. Les pauvres se débrouillent avec leur petit salaire et leur travail « libéré » des 35 heures pour survivre avec leurs enfants. C'est presque le retour au moyen âge.

Enfin, la solidarité en matière de santé est balayée. En effet, « refondre le système conventionnel », c'est permettre aux médecins d'appliquer les tarifs qu'ils souhaitent. Encore plus clairement, libérer « les praticiens de santé de tout lien avec les assureurs des patients », indique que la sécurité sociale n'aura plus aucun lien avec les médecins. Les médicaments ne sont pas oubliés puisque la « nomenclature » qui fixe les tarifs de remboursement des médicaments fait l'objet d'une refonte.

Le FN ne regarde nullement les possibilités de financement des caisses de solidarité par la suppression cadeaux fiscaux, par une répartition plus égalitaire de l'impôt sur le revenu, par une taxation supérieure des bénéficiaires de l'économie financière. Nous avons vu que sur tous ces points, il propose l'inverse. Le programme du FN, c'est la fin de la solidarité entre les générations, la fin de la fraternité entre les familles: c'est la loi du chacun pour soi !

4. La famille et la nation socles du projet politique

du FN - C'est dans le texte:



p.15 : La famille comme la nation est au centre de toutes les attaques. Parce qu'elles sont [...] le socle de notre identité et de notre avenir, certains veulent les dissoudre. Naguère, quatre piliers supportaient l'édifice national : la famille, l'école, l'armée et la religion.

p.15: La relance de la natalité française : création d'un revenu parental destiné à offrir, [...] aux mères ou aux pères de famille, la possibilité de choisir librement entre l'exercice d'une activité professionnelle et l'éducation de leurs enfants.

p.15: La carte famille nombreuse laissera la place à la carte France-Famille délivrée gratuitement à partir du 2^{ème} enfant.

p.16: Promotion de l'adoption prénatale. La déclaration prénatale de consentement à l'adoption permettra à tout couple ne pouvant pas avoir d'enfants d'adopter l'enfant à naître d'une autre femme qui ne désire pas le garder.

p.16: Il convient donc prioritairement de mettre en place une véritable politique familiale d'accueil de la vie. L'adoption prénatale, la création d'un revenu parental, la création d'un statut juridique et social pour la mère de famille et la revalorisation des allocations familiales réservées aux familles françaises constituent des moyens concrets pour réduire le nombre des avortements et relancer la natalité française.



4. La « République nationale », antithèse de la nation républicaine

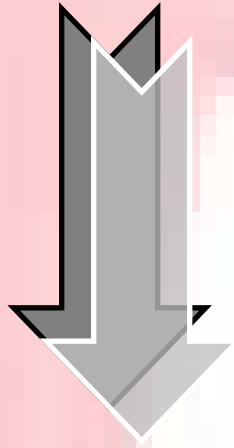
Pour le FN, « certains » voudraient dissoudre la famille et la nation, parce qu'elles sont le socle de notre « identité et de notre avenir ». Or, le FN, outre les mesures qu'il prône et dont nous avons abordé une infime partie, pense que la clé de la solution est la défense de l'identité française et la relance de la natalité. La quasi-totalité des points de son programme mentionnent la nécessité de relancer la natalité « française ».

A cette fin, le FN propose d'interdire l'avortement qui aurait causé la baisse de la « natalité française ». Notons que ce le droit à l'avortement a principalement fait reculer le nombre de mortes, de veufs et d'orphelins. L'interdiction de l'avortement est accompagné du dispositif d'« adoption prénatale » qui permet à des couples ne pouvant avoir d'enfants, d'adopter « in utero », des enfants non souhaités par leurs parents naturels, et surtout français! Toute cette politique tend en fait à accroître la « natalité française ». Le remplacement de la carte « famille nombreuse » par une carte « France-Famille », est l'un des outils d'une véritable contre-révolution dans les mentalités. En effet, l'objectif du FN est de promouvoir le sentiment national et l'identité française afin d'aboutir à la « République nationale » (p.53). C'est à ce titre principalement que, pour nous républicains de gauche, le FN est antirépublicain et qu'il devrait être interdit.

Pour les républicains de gauche, les hommes et les femmes qui composent la nation ne sont pas définis par leur identité nationale, mais par la citoyenneté. Celle-ci suppose justement que l'individu s'émancipe de ses conditions d'appartenance particulières, sociales communautaires et nationales pour décider ensemble d'un destin commun élaboré entre égaux. Le projet de la nation républicaine n'est pas une négation des appartenances, mais un moyen de leur dépassement, pour organiser en droit et en faits des égaux dans un même espace public. Les actuelles dimensions mondiale et européenne du combat civique soulignent le caractère universel de ce projet. La République est donc au principe de la légitimité de l'État : pas de légitimité de l'État sans sentiment républicain, sans le sentiment d'appartenir à une communauté liée par un lien d'appartenance politique volontaire.

5. L'immigration à l'origine de tous les maux - C'est dans le

texte:



p.4: *A l'origine des maux dont souffre notre pays, la politique d'immigration menée depuis plus de 30 ans. [Elle] a été constamment dénoncée par le FN qui [...] a proposé toute une série de mesures [qui] constituent l'un des fondamentaux de notre projet global.*


p.4 : *Les français s'endettent pour financer les prestations sociales [de] la « misère du monde », avec pour conséquences les déficits permanents des comptes sociaux et [...] la dette publique.*

p.4 : *Supprimer les « pompes aspirantes » [...] en réinstaurant, dans le cadre de nouvelles dispositions législatives, la préférence nationale pour les prestations sociales.*

p.8 : *En dépit de l'absence organisée de statistiques sur le sujet, la surreprésentation de personnes issues de l'immigration dans la délinquance et la criminalité est un fait. Toute amélioration de la situation passe nécessairement par une régulation des flux migratoires.*

p.17: *Incitation à prendre leur retraite dans leur pays d'origine pour les travailleurs étrangers*

p.13: *Les procédures [...] comme la CMU (Couverture Maladie Universelle) ou l'AME (Assurance Médicalisée d'État) [...] motivent une véritable immigration sanitaire.*



5. Quand la lutte des races masque de la lutte des classes

Pour le FN l'immigration est l'origine de toutes les crises françaises: dette de l'État, défaillance du système de retraite, du système de santé, délinquance... Ces fautifs systématiques présentent un immense avantage au regard du projet ultra libéral du FN : l'ennemi du travailleur français n'est plus le capitalisme financier, celui qui l'exploite, mais le travailleur d'origine étrangère.

Être français devient même un gage d'appartenance à la « classe moyenne », et être étranger, un gage d'appartenance à la classe populaire. Par exemple (p.60), dénoncer la mondialisation au motif que « les travailleurs peu qualifiés sont aussi en Europe, en particulier avec l'accélération de l'immigration non européenne » suggère que les travailleurs européens sont qualifiés, et que les les travailleurs peu qualifiés sont principalement des étrangers.

Le FN évacue la question de l'injustice sociale en substituant la "lutte des races" à la lutte des classes. Au lieu de revendiquer l'égalité sociale, il invite à demander plus d'inégalité entre travailleurs en s'en prenant aux étrangers.

Mais en France, ce ne sont pas "les étrangers qui ont tout", ce sont les capitalistes. Si certains "volent le pain des travailleurs Français", ce ne sont pas les étrangers mais les actionnaires qui prélèvent une part croissante de ce qu'ils produisent. Si certains sont toujours "servis avant les autres" ce sont les plus riches. Si certains "détournent les lois à leur avantage", ce sont les gros contribuables qui fraudent le fisc et les patrons qui violent le Code du travail. Quant à ceux qui doivent "aimer la France ou la quitter", le FN ne parle pas de Johnny Hallyday et des gros revenus qui refusent la solidarité nationale...

Chaque fois que le FN met en avant la question de l'immigration, il dissimule le vrai problème de notre pays, celui des inégalités sociales, celui de la puissance exorbitante arrachée ces dernières années par les classes possédantes. Le FN pousse les victimes du système à se diviser entre elles plutôt qu'à se regrouper contre les puissants qui les exploitent.

Le projet de « République nationale » du FN est le projet de la nation des inégaux. Si nous avons eu le temps de passer au crible les 70 pages du programme du FN en deux heures de débat, nous aurions également vu que le FN veut « rétablir la peine de mort (p.8).

Bien plus encore, nous n'avons pas vu que le sens de son « non » au projet de Constitution européenne ne repose pas sur la volonté de construire une Europe sociale, mot d'ordre qui a placé en tête des suffrages les partis de gauche aux élections parlementaires européennes de 2004. Car si le Front National dénonce l'Europe ou la mondialisation, il ne dénonce jamais les effets du capitalisme financier transnational sur les travailleurs. Il dénonce ses effets sur le capitalisme familial, sur les patrons français qui ne peuvent pas lutter contre les masses de capitaux étrangers. D'ailleurs, s'il dénonce (p.3) la dette de l'État, c'est pour défendre « la majeure partie de l'épargne des français » car pour le FN, cet argent devrait être investi dans le capital, non dans le travail ou des caisses de solidarité. Voilà pourquoi ses propositions consacrent l'ultra libéralisme au niveau national : parce que le FN défend les intérêts de sa classe: la classe des possédants!

Jean-Marie Le Pen appelle « les petits, les obscurs les sans grades, les humbles, travailleurs, [...] français de souche ou d'ailleurs, gavroches [...] » (Lille, le 25/02/07) à voter pour lui parce que la stratégie de communication du FN est de se faire passer pour le parti des ouvriers. C'est faux, c'est le parti des possédants. D'ailleurs pas une fois dans son programme la question de la répartition des richesses n'est abordée! Et la classe ouvrière ne s'y trompe pas : la majorité des ouvriers s'abstiennent (67% des abstentionnistes ont un niveau inférieur au Bac, et les employés (34%), les chômeurs (33%) et les ouvriers (37%) sont les principales catégories socio-professionnelles à s'abstenir, sondage CSA du 18/04/2002), et les ouvriers votent majoritairement à gauche (52% tous partis confondus, sondage CSA 2/03/02).

Pour nous, républicains de gauche, la République n'est pas et ne doit pas être un régime neutre. Elle doit condamner ceux qui se situent en dehors de ses principes en dehors duquel tout "vivre ensemble" est impossible. C'est le cas des idées xénophobes, racistes, antisémites, discriminatoires qui ne devraient pas pouvoir être véhiculées. Ainsi nous demandons la dissolution du Front national.

POUR CONTINUER L'ATELIER DE LECTURE

Chacun de nous peut organiser un atelier de lecture, puisqu'il ne s'agit pas d'un exercice d'expert, mais d'un exercice citoyen. Nous sommes tous en mesure de lire un texte, en tout cas les extraits les plus significatifs de celui-ci, et d'en débattre avec des amis.

Les ateliers de lecture peuvent se faire sous leur forme la plus simple : en réunion d'appartement. Il s'agit de 5 à 10 personnes réunies chez un hôte, qui a invité des voisins, des amis, des collègues de bureau... A plus de 10 personnes une formule atelier de lecture dans un bar ou une salle publique sont envisageables. Une information plus large est alors nécessaire au moyen de tracts et d'affichettes à demander à ADL.PRS@gmail.com.

Des militants de PRS peuvent aussi aider à animer la discussion. Le matériel avec de petits argumentaires aident l'animateur de l'atelier à proposer des éléments de réponse et à nourrir la réflexion. Ils sont disponibles en ligne sur www.pourlarepubliquesociale.org, rubrique ateliers de lecture. Les militants PRS sont prêts à aider à organiser et animer votre atelier de lecture (envoyer un email à ADL.PRS@gmail.com). Dans votre département, il existe sans doute des militants de PRS s'impliquant régulièrement dans cette tâche citoyenne.